

Écrit par Bernard Comoli



Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie

AYA Info - No 50

Genève, le 16 mai 2010

"AYA Info" peut être consulté sur les sites Internet :
<http://www.terrabrasilis.ch> et <http://www.humanitaire.ws>

Un plan pour l'enseignement indigène différencié

Le document final de la première Conférence nationale de l'éducation scolaire indigène* (CONEEI), a été rendu public. Il s'agit d'un programme pour la mise en place d'un service national spécifique d'enseignement indigène différencié. La première partie du texte traite de l'organisation et de la gestion de ce service, avec ou sans territoires ethno – éducationnels. La deuxième partie énumère les lignes directrices pour la prise en compte, avec la participation des communautés, des spécificités indigènes (langues, savoirs...), l'élaboration du matériel pédagogique et la garantie de ressources financières. La troisième partie aborde les modalités d'application pour les différents niveaux d'enseignement : éducation infantile, l'enseignement moyen, celui des jeunes et des adultes et l'enseignement supérieur. La quatrième partie concerne des dispositions générales comme, par exemple, la réalisation d'une conférence nationale tous les quatre ans et la participation de représentants indigènes dans les organes publics ayant un lien avec l'éducation. La cinquième partie traite des dispositions transitoires, des recommandations à appliquer en attendant la pleine mise en œuvre du service. Cette 1^{ère} CONEEI a eu lieu du 16 au 20 novembre 2009 dans la ville de Luiziânia (État de Goiás). Elle avait été précédée par de nombreuses réunions dans les communautés indigènes et par dix-huit rencontres régionales tenues dans tout le Brésil. Les organisateurs estiment à environ 50'000, le nombre de personnes impliquées dans la préparation et le déroulement de cette importante réunion.

* Voir [AYA Info No 44](#)

Pour en savoir plus (en portugais) :
http://coneei.mec.gov.br/index.php?option=com_content&task=view&id=153&Itemid=135 > Documento Final da I Coneei

Les deux fazendeiros accusés d'avoir commandité l'assassinat de Dorothy Stang sont condamnés à 30 ans de prison

Le 12 avril 2010, un tribunal de Belém (État du Pará) a condamné le fazendeiro Vitalmiro Bastos de Moura, connu sous le nom de "O Bida", à 30 années de prison pour avoir commandité l'assassinat de la Sœur Dorothy Stang (73 ans), survenu le 12 février 2005 à proximité d'Anapu, une localité de l'État du Pará*. Un autre fazendeiro, Regivaldo Pereira Galvão, également accusé d'avoir joué ce rôle, a été condamné à 30 ans de prison dans la nuit du 30 avril au premier mai. Son avocat a fait appel de la sentence le 4 mai. Au total, cinq personnes ont été impliquées dans cet assassinat. L'auteur des coups de feu, Rayfran das Neves Sales a été condamné à 27 ans de prison le 10 décembre 2005. Sa peine a été confirmée une première fois le 23 octobre 2007, et une deuxième fois le 10 décembre 2009. Clodoaldo Carlos Batista a aussi été condamné, le 10 décembre 2005, à 17 ans de prison pour avoir accompagné l'assassin. Amair Feijoli de Cunha a été condamné le 26 avril 2006 à 18 ans de prison. Il a été reconnu coupable d'avoir été l'intermédiaire entre les mandants de l'assassinat et Rayfran Neves. En 2005, la Commission Pastorale de la Terre – CPT, avait recensé 38 assassinats en relation avec un conflit de la terre dans l'ensemble du Brésil.

* Voir AYA Info No [35](#), [38](#) et [45](#)

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.mst.org.br/node/9486> et <http://www.tjpa.jus.br/noticias/verNoticia.do?id=2063>

Selon la CPT, l'Amazonie concentre le plus grand nombre de "conflits de la terre"

Le 15 avril, la Commission Pastorale de la Terre - CPT, une entité liée à la Conférence Nationale des Evêques du Brésil - CNBB, a publié son 25^e rapport sur les *"Conflits dans la campagne – Brésil 2009"*. Le nombre total de ces conflits a légèrement augmenté, passant de 1'170 en 2008, à 1'184 en 2009. Plus de la moitié, 622, ont été dénombrés dans la région Nord du Brésil, soit l'[Amazonie légale*](#), plus les deux États du Mato Grosso et du Maranhão. Sur les 25 assassinats commis dans la campagne brésilienne, 17 ont été perpétrés dans la seule Amazonie légale. Dans cette même région, on a compté 164 des 240 cas de "travail esclave". C'est là encore, qu'il y a le plus grand nombre de familles impliquées dans des conflits de la terre : 42'373 pour 83'058 dans le reste du pays. C'est dans cette région toujours, que l'on compte le plus grand nombre de familles qui ont vu leurs maisons et leurs champs détruits. De l'avis de la CPT *"L'Amazonie légale est le terrain privilégié de la barbarie dans la campagne brésilienne"*. Évoquant ceux qui luttent, ou qui ont donné leur vie, pour améliorer les conditions de vie des petits producteurs dans la campagne brésilienne, Dom Tomás Balduino, conclut ainsi la préface du rapport : *"Ils sont innombrables les prophètes de la terre et des eaux, cités dans cette publication ou anonymes, hommes et femmes admirables, véritables constructeurs et constructrices de la Paix et de la Justice dans la campagne. Constructeurs d'un autre Brésil"*.

* L'Amazonie légale est constituée de neuf États : Acre, Amapá, Amazonas, une partie du Maranhão, Mato Grosso, Pará, Rondônia, Roraima et Tocantins.

Pour en savoir plus (en portugais) : Le rapport de la CPT sur les "Conflits dans la campagne – Brésil 2009"
<http://www.cptnac.com.br/?system=news&action=read&id=3655&eid=6> > 26/04/2010
- Conflitos no Campo Brasil 2009, et
<http://www.cptnac.com.br/?system=news&action=read&id=3642&eid=6> > 15/04/2010
- Espaço para Imprensa

La SECOYA en Assemblée générale

La XIIe Assemblée générale de l'association "Service et Coopération avec le peuple Yanomami – SECOYA" a eu lieu les 10 et 11 avril à Manaus. Seize membres étaient présents. Quatre membres Yanomami ont exposé les problèmes rencontrés par leurs communautés. Par exemple, à propos de la santé, ils ont relevé les difficultés rencontrées pour le transport des malades, l'insuffisance de personnel de santé et la trop longue absence de ce personnel dans les villages. En ce qui concerne l'enseignement, entre autres points, ils ont parlé du matériel de construction des écoles, de la provenance des repas servis à la cantine scolaire et du manque d'écoles dans les villages du rio Padauri. En relation avec le développement durable, ils ont souhaité, notamment, que les techniciens de la SECOYA les aident à avoir une production alimentaire susceptible de faire face aux changements climatiques qui se manifestent par des périodes excessives de sécheresses ou d'inondations. Ils ont encore abordé l'action des entités présentes dans l'aire Yanomami de l'État d'Amazonas. Après une analyse de conjoncture faite par Silvio Cavuscens, le coordinateur général, les responsables de chaque département de la SECOYA : santé, éducation et formation, développement soutenable, administration et logistique, ont présenté un rapport d'activité. Le coordinateur général a encore fait état des activités institutionnelles développées depuis la dernière Assemblée générale et les conséquences du non - renouvellement de la convention avec la [Funasa*](#). L'assemblée a élu une nouvelle direction pour une période de trois ans. Celina Cadena a été désignée présidente, Calito Iximaweteri Yanomami trésorier, et Victor Py-Daniel secrétaire. Notre association, AYA, partenaire de la SECOYA a contribué à la tenue de cette rencontre.

* Voir [AYA Info No 39](#)

Pour en savoir plus sur l'assemblée et la SECOYA (en portugais) :
<http://www.secoya.org.br>

Raoni est en Europe pour faire connaître son opposition à la construction du barrage de Belo Monte

Raoni, le leader du peuple Kayapó est en tournée en Europe pour faire connaître l'opposition des indiens à la construction du barrage de Belo Monte sur le rio Xingu*, et

pour demander à plusieurs dirigeants européens d'intervenir auprès du Président Lula afin que celui-ci renonce à cet ouvrage. A Paris, il a rencontré Jacques Chirac le 6 mai. L'ancien président français a signé la préface du livre de Raoni "*Mémoire d'un chef indien*", coécrit avec Jean-Pierre Dutilleux, et mis en vente dès le 30 avril par les éditions du Rocher. Le 11 mai, sur les ondes de France Inter, il a été signalé qu'au Palais de l'Elysée aucun rendez-vous n'avait été fixé avec Raoni. Un rappel : la France n'a pas ratifié la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail – OIT qui protège les peuples indigènes et tribaux.

* Voir [AYA Info No 49](#).

Pour en savoir plus (en français) : <http://mag.herault.fr/2010/05/07/chef-raoni-jean-pierre-dutilleux-corum-de-montpellier>,
<http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/info/p-1911-redir.htm?&rub=14&xml=newsmld.14c317ee316626545adce92bae79cbfb.a1.xml>
Pour mieux connaître les Kayapó (en portugais) :
<http://pib.socioambiental.org/pt/povo/kayapo>

Bernard Comoli